



HAL
open science

Organisation de mouvement social et défense du vivant : une alternative au capitalisme ?

Paola Sedda

► To cite this version:

Paola Sedda. Organisation de mouvement social et défense du vivant : une alternative au capitalisme ?. Communication & Organisation, 2024, 65, pp.53-70. <10.4000/11yyx>. <hal-04660517>

HAL Id: hal-04660517

<https://hal.science/hal-04660517v1>

Submitted on 23 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Organisation de mouvement social et défense du vivant : une alternative au capitalisme ?

Social movement organization and the defense of the living: an alternative to capitalism?

Paola Sedda

Résumé :

Ce travail explore la construction, discursive et organisationnelle, d'une alternative écologique au capitalisme à partir d'une enquête ethnographique portant sur le mouvement social des Soulèvements de la terre et son rôle dans la coordination de deux mobilisations sociales ayant eu lieu en 2023 : celle de Sainte-Soline contre les méga-bassines et celle contre le projet de ligne ferroviaire à haute vitesse entre Lyon et Turin (TAV). L'analyse de la forme organisationnelle du mouvement se fonde sur la mise en tension entre la structure, les processus info-communicationnels et l'idéologie. La conclusion ouvre un débat autour de la dimension contradictoire revêtue par la fonction de communication et la structure en réseau.

Mots-clés :

Écologie politique, organisation, mouvement social, communication numérique, alternative, capitalisme.

Abstract :

This work explores the discursive and organizational development of an ecological alternative to capitalism, based on an ethnographic survey of the 'Soulèvements de la terre' social movement and its role in coordinating two social mobilizations that took place in 2023: the Sainte-Soline mobilization against mega-basins, and the mobilization against the project for a high-speed rail line between Lyon and Turin (TAV). The analysis of the movement's organizational form is based on the tension between structure, info-communication processes and

ideology. The conclusion opens the debate on the contradictory dimension of the communication function and of the network structure.

Keywords :

Political ecology, organization, social movement, digital communication, alternative, capitalism.

Introduction

Fredric Jameson a écrit qu'il était plus facile d'imaginer la fin du monde que de concevoir la fin du capitalisme. Reprise également par Slavoj Žižek, cette phrase englobe deux registres d'interprétation : le premier concerne l'apparente atrophie imaginative pour penser une alternative, économique, sociale et politique, au capitalisme; la deuxième, la plus importante, se fonde sur l'idée d'une contradiction intrinsèque entre le mode de production capitaliste et la préservation du vivant (Gorz et Bosquet, 1978).

La protection du vivant irrigue les actuelles mobilisations de défense des communs naturels, de l'eau, de la terre, de la biodiversité, et place d'emblée l'écologie comme alternative politique au « productivisme » et à « l'accélération » capitalistes. Le premier terme est défini comme « la production pour elle-même, l'accumulation infinie et irrationnelle de marchandises comme but en soi (indépendamment des besoins authentiques) ce qui constitue [...] la cause des dégâts catastrophiques qu'elle engendre sur les équilibres naturels » (Löwy et Sayre, 1992, p. 292). Lié au premier, le concept d'« accélération » désigne la tendance de la modernité à l'« accélération sociale » (des rythmes de vie, de la production et des relations) et à « l'accélération technique » (notamment des transports et de la communication). Selon Hartmut Rosa (2013), le phénomène d'accélération puise dans l'ethos capitaliste moderne de la mise à profit du temps et masque l'immobilité des idées et des structures profondes de la société. « Une vitesse élevée est le facteur critique qui fait des transports un instrument d'exploitation » : Ivan Illich considère l'économie d'énergie et la limitation de la vitesse des transports et, donc, de la production industrielle, comme un préalable à la réalisation d'une démocratie de participation (Illich, 2004, p. 391).

Transposée au fonctionnement des organisations, la théorie de l'accélération révèle la manière dont, derrière l'effervescence rhétorique et managériale autour des promesses d'autonomie, participation et

délibération, les organisations modernes restent largement régies par le travail salarié, la hiérarchie et l'actionnariat.

En mettant la focale sur la construction d'une alternative écologique au capitalisme, nous proposons une réflexion sur l'« organisation de mouvement social » (Sutherland et al., 2014) des Soulèvements de la terre (SDT) et son rôle dans la coordination de deux mobilisations sociales : celle de Sainte-Soline contre les méga-bassines en mars 2023, et celle contre le TAV, le projet de ligne ferroviaire à haute vitesse entre Lyon et Turin, en juin 2023. À l'instar des travaux récents portant sur les alternatives (Dorion, 2017 ; Ashcraft, 2000), nous étudions la forme organisationnelle du mouvement à partir de la relation complexe entre la structure en réseau des militants, les processus info-communicationnels et l'idéologie.

Penser l'alternative à partir du couple organisation/mouvement social

Bien que les thèmes écologiques n'occupent pas une place centrale dans le dispositif théorique de Karl Marx, certains auteurs considèrent son œuvre comme un point d'appui pour penser la société écologique d'aujourd'hui. L'action destructrice sur la nature, que Marx définit dans les termes d'une rupture métabolique (Foster, 2001, p.155-167)¹, ne peut pas être pensée en dehors du mode de production spécifique, du régime de la propriété privée et de la marchandise dont la valeur qui lui est accordée est aussi la mesure du mépris exprimé envers la nature et les autres espèces animales (Clark et Foster, 2018). Dans ce contexte, c'est le statut même des êtres vivants et de l'ensemble des biens naturels qui est questionné : devons-nous les considérer comme n'importe quelle propriété ? À qui revient le droit de les posséder et de décider de leur utilisation ?

Si la pensée marxiste est incontournable, en ce qu'elle permet de systématiser une critique « de la quantification de la vie dans la société industrielle » (Löwy, 2022, p. 51), elle ne dit pas tout sur la façon de penser l'alternative. Tout d'abord car, au début de l'ère industrielle, la crise écologique n'avait pas atteint le stade chronique actuel en empêchant les penseurs de l'époque de se positionner d'une façon plus critique vis-à-vis du mythe du progrès technologique et de l'accélération. Ensuite car, dans

¹ La rupture du métabolisme est évoquée en relation à la destruction des forêts et à l'épuisement du sol causé par le système de la rente foncière capitaliste. Cette perspective écologiste dans l'œuvre de Marx a été analysée en particulier dans les travaux de John Bellamy Foster (2001) et les publications de la Monthly Review.

certaines de ses écrits, Marx semble laisser intacts les moyens matériels de production qui sont censés passer de la propriété privée à une forme de socialisation et de gestion ouvrière. Or, si ce changement de propriété limiterait fortement les dégâts en ouvrant la voie à une planification démocratique de la production, celle-ci ne garantirait pas, à elle seule, la fin de l'exploitation des énergies fossiles, de l'élevage industriel ou de la monoculture intensive. Il revient donc aux mouvements sociaux contemporains la tâche cruciale d'actualiser ce travail critique tout en poursuivant la recherche d'alternatives. Nous souhaitons donc jeter un regard spécifique sur l'organisation de mouvement social en tant qu'objet privilégié pour étudier l'alternative, qu'elle soit politique ou organisationnelle. Ces « entreprises collectives visant à établir un nouvel ordre de vie », possèdent toutes les caractéristiques d'une « société en miniature » à savoir des objectifs, une conscience d'appartenance et une organisation (Blumer, 1951). Cette dernière permet notamment la mobilisation de ressources - symboliques, financières, nous ajoutons, communicationnelles - (McCarthy et Zald, 1977) nécessaires à coordonner l'action en vue d'atteindre des objectifs communs.

Si l'organisation est souvent convoquée dans les études sur les mouvements sociaux, le couple organisation/mouvement semble toutefois constituer une sorte d'angle mort dans cette riche littérature. Tantôt surévaluée comme ingrédient principal de la réussite de la mobilisation (Gamson, 1975), tantôt crainte comme dérive pouvant confisquer le pouvoir de ceux d'en bas (Piven et Cloward, 1978), l'organisation n'est que très rarement traitée comme un objet d'étude à part entière.

Nous l'étudions ici à partir d'une « approche communicationnelle » définie comme « une démarche scientifique se proposant d'étudier des phénomènes sociaux en prenant comme clé d'entrée les différents types de phénomènes informationnels et communicationnels qui les caractérisent » (Bouillon et al., 2007, p. 9). Dans le cadre des mobilisations sociales, le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et l'élaboration de politiques de la communication spécifiques jouent une place grandissante dans l'évolution de l'organisation militante. Premièrement, ils contribuent à reconfigurer les processus de construction du cadre de l'action collective; deuxièmement, ils sont centraux dans la coordination du travail militant et la médiatisation de la protestation.

Des approches récentes en sociologie des mouvements sociaux proposent de considérer l'organisation comme étant une ressource « à mobiliser » et « à construire » à partir d'une batterie de technologies possibles, de communication, d'association et de coopération, historiquement données (Pierru, 2020, p. 5). La forme organisationnelle répond donc tout à la fois à

des logiques d'efficacité et à des représentations sociales du travail et du vivre ensemble héritées par d'autres modèles organisationnels (l'entreprise, le parti, le syndicat, l'association...).

Depuis l'essor des luttes altermondialistes, les mouvements sociaux puisent dans les répertoires organisationnels et misent sur la « flexibilité » afin d'adopter une structure en réseau, composée d'une multiplicité d'acteurs reliés entre eux de manière souple et pouvant se connecter en coïncidence avec les échéances protestataires importantes. En ce sens, l'organisation peut aussi être considérée comme un « répertoire », au sens que lui donne Charles Tilly (1976), c'est-à-dire des manières historiques de faire collectif et de s'associer qui mêlent dimension expressive et pratique (Clemens, 1993). Celles-ci ouvrent vers une mise en tension entre des systèmes de sélection des compétences et des savoirs professionnels, utiles à l'action collective, et la recherche d'un dépassement des inégalités sociales, culturelles ou de genre.

L'organisation de mouvement social peut donc être observée au prisme d'une tension entre différents couples dialectiques (Dorion, 2017) : nationale/locale, verticale/horizontale, professionnelle/amateur, interconnectée/isolée. Quel est le rôle des organisations écologistes contemporaines dans la construction d'une alternative au capitalisme ? Comment structurer des réseaux d'acteurs issus de cultures politiques différentes ? Un haut degré d'organisation et de montée en compétence conduisent-ils automatiquement à une forme de bureaucratisation et d'institutionnalisation au détriment de la capacité d'action de la base ?

Notre enquête (n)ethnographique essaye de proposer quelques éléments de réponse. Elle se fonde sur une observation participante visant à décrire, de l'intérieur, les pratiques discursives, communicationnelles et organisationnelles des acteurs militants. Les données ont été récoltées à travers la photographie et les captations sonores et audiovisuelles dans le cadre de deux manifestations contre les gros projets des méga-bassines et du TGV Lyon-Turin. Les prises de parole des organisateurs, les assemblées et les tables rondes ont été systématiquement enregistrées. Nous avons aussi stocké 200 supports et captures d'écran des échanges en ligne hébergés sur cinq groupes de messagerie instantanée (deux sur la plateforme Telegram et trois sur Signal). Treize entretiens semi-directifs ont été conduits avec les militants NoTAV (opposants à la ligne ferroviaire Lyon-Turin) lors de notre séjour en Maurienne.

Critiques écologiques et alternatives

Bassines Non Merci (BNM) est « un collectif citoyen qui se bat contre les projets de réserves de substitutions (dites « bassines ») pour l'irrigation agricole. Une bassine est « une réserve d'eau géante (10 hectares en moyenne, entourés de digue de 10m de haut), financée avec 70 % d'argent public, remplie en hiver en pompant principalement dans les nappes phréatiques, pour irriguer en été des cultures intensives (2/3 de maïs, semences, légumes industriels)². Le projet des méga-bassines est très controversé : très coûteuses, elles répondent aux besoins en irrigation d'une minorité de très grandes exploitations agricoles et constituent une menace pour l'accès à l'eau potable.

Plus ancien, le mouvement NoTAV est né en Italie en 1989 dans l'objectif de s'opposer à la construction de la ligne ferroviaire à grande vitesse entre Turin et Lyon. En se superposant à une ligne déjà existante, le méga-projet du TAV est progressivement inclus dans le « Corridor 5 » (Lisbonne-Kiev) du Réseau Transeuropéen, en s'inscrivant donc pleinement dans la construction géopolitique de l'Europe mue par l'idéal du libre échange et de la vitesse des flux internationaux de marchandises. Pour le mouvement écologiste, ces deux gros projets nuisibles constituent autant d'actions d'« accaparement »³ des terres agricoles ayant des conséquences désastreuses sur l'accès à l'eau, la biodiversité et l'économie des communautés rurales. Ces nouvelles enclosures, permettant de privatiser des biens communs naturels devenus de plus en plus rares, semblent suggérer une continuité avec la formation historique de la rente foncière. Celle-ci coïncida avec les expropriations et les fermetures des communaux en Angleterre comme préalable pour l'affirmation des conditions de la production capitaliste »⁴. La lutte contre le TAV et les méga-bassines mobilise le répertoire de la désobéissance civile pour défendre la préservation et la gestion communautaire des biens communs naturels. Ces luttes ont été intégrées aux « saisons » du mouvement écologiste des Soulèvements de la terre en raison de l'importance qu'il accorde à la question foncière et au travail avec les acteurs du syndicalisme paysan (comme la Confédération paysanne). Né en 2021 à l'issue de

² Bassines Non Merci, (2023), « l'historique de la lutte », <https://bassinesnonmerci.fr/index.php/historique-de-la-lutte/>

³ Terme issu du registre militant.

⁴ Le rôle des enclosures dans le processus d'expropriation de la population rurale en Angleterre est analysé par Marx dans la huitième section du Livre I du Capital. On retrouve cette référence à Marx dans le travail de Carlo Vercellone sur le capitalisme cognitif et sur la privatisation des communs immatériels. Cette étape historique « permet la transformation de la terre et de la force de travail en marchandises fictives » (Vercellone, 2007).

l'expérience de la ZAD (zone à défendre) de Notre-Dame-des-Landes et des marches pour le climat, ce mouvement essaie d'agréger des acteurs avec une culture politique, des trajectoires et des pratiques différentes et de « relier toutes les dynamiques locales d'une façon à engager un rapport de force conséquent »⁵. Une stratégie de communication performante lui permet de populariser les luttes locales, mobiliser largement et coordonner des actions de masse.



Fig. 1, « Battre en retraite », mobilisation de Sainte-Soline, 25/03/2023, « cliché, Sedda ».

Gardien du droit privé, l'État néolibéral est de plus en plus à même de recourir à des moyens répressifs et coercitifs⁶ dans l'objectif de modeler et

⁵ Mediapart, À l'air libre, « Andreas Malm et les Soulèvements de la terre », [chaîne YouTube], <https://www.youtube.com/watch?v=RtlB-H5d4js>

⁶ Pour empêcher l'invasion symbolique de la bassine de Sainte-Soline, l'État a mobilisé plus de 3000 agents de la gendarmerie mobile. 4000 grenades ont été lancées (lacrymogènes, GM2L - à la fois assourdissantes et lacrymogènes - et LBD), un tir toutes les deux secondes. Le bilan a été extrêmement lourd : deux manifestants dans le coma et plusieurs centaines de blessés.

adapter la société aux logiques d'expansion et de compétition du marché. La logique spatiale de proximité et de distanciation des forces de l'ordre qui protègent la bassine s'articule aux différentes tactiques de désobéissance civile : passive et pacifique (fig. 1) et frontale et/ou défensive (fig. 2), sans que cela soit explicitement prévu par le dispositif organisationnel et communicationnel.



Fig. 2, « La première ligne », manifestation de Sainte-Soline, 25/03/2023, « cliché, Sedda ».

Les militants anti-bassines formulent une critique du « système productiviste », de la logique de « privatisation » et « d'accaparement de la ressource en eau par des industries mortifères » (militante du collectif Sortir du nucléaire, assemblée du 26/03/2023, Melle). Le capitalisme est défini, plus que nommé directement, comme « un système qui nous fait horreur pour de plus en plus de profit » (Collectif STop micro38, assemblée, Melle). Dans le même esprit, une paysanne bretonne affirme que « la militarisation va dans le sens de piquer les ressources pour en donner de plus en plus aux multinationales ». Les abus et les prédatons des entreprises privées et de l'agro-industrie se produisent dans un contexte où la démocratie est niée et où « il est très compliqué d'accéder aux informations » (BNM 81 et 51, assemblée, Melle). Les militants déploient le principe politique de la préservation et de la gestion collective et démocratique des biens communs face aux abus et aux expropriations des classes dominantes (Dardot et Laval, 2014). Pour le Réseau Sortir du

nucléaire, il s'agit de « décisions prises d'une manière unilatérale par les décideurs publics sans se soucier de l'avis des territoires ». Dans le même esprit, un militant associatif de l'Auvergne dénonce « le pillage de l'eau de la part de l'agro-industrie et des multinationales comme Danone mais aussi des sociétés minières qui viennent extraire le lithium pour les voitures électriques ». Le capitalisme est aussi décrit par ses actions de « stérilisation » et « artificialisation » de la terre : « on est face à un gouvernement qui nous dit 'il faut poursuivre le dogme économique' qui a stérilisé les terres, qui a détruit les sols, qui a détruit la biodiversité, qui détruit la vie des gens » (BNM 08 et 51, assemblée, Melle).

Aux dégâts provoqués par l'ordre capitaliste, les militants opposent la perspective d'un « monde nouveau » où l'on peut « opposer la paix et la solidarité internationales à la militarisation des territoires et à la guerre » (militante *street medics*, assemblée, Melle).



Fig. 3, « Le chapiteau », manifestation NoTAV, 17/06/2023, camp auto-géré, La Chapelle, « cliché, Sedda ».

Les assemblées et les tables rondes se tiennent sous le chapiteau des SDT où la structure circulaire permet la mise en place d'un dispositif de prise de parole plus horizontal. Si les interventions et les débats sont structurés et modérés, il existe une grande liberté d'expression et de participation.

L'enquête révèle une forte résonance entre les discours des militants anti-bassines et ceux des militants NoTAV : « nous nous inscrivons dans cette volonté de remettre en cause cette idéologie de produire toujours plus, d'aller de plus en plus vite et de consommer toujours plus. [...] Le projet Lyon-Turin est un symbole de ce vieux monde, du monde ancien qu'on veut faire disparaître » (délégué SUD Rail, 17/06/2023, NoTAV, camp à La Chapelle en Maurienne).

Cette opposition au productivisme et à l'accélération capitalistes revient dans les entretiens :

« Le NoTAV c'est la lutte contre un monde, un monde qui appartient au passé et dont on ne veut plus ; il faut qu'on arrête avec ces projets, il faut se dire qu'on discute pour protéger les communs et voir où est l'urgence [...] » (Nicolas, 25-30 ans, France, non affilié).

« J'aimerais que les choses soient relocalisées partout, qu'il n'y ait plus besoin d'avoir 44 tonnes qui traversent l'Europe pour amener de la bouffe, qu'on repense les choses sur les communs, ne serait-ce que sur la mobilité, nous on habite un territoire rural et c'est complètement sinistré en termes de mobilité [...] » (Marine, 25-30 ans, France, militante écologiste associative).

Pour certains, l'incompatibilité entre le mode de production capitaliste et l'écologie devient de plus en plus claire :

« On est sur des générations qui basculeront, moi ça fait peut-être que deux ans que je suis persuadé qu'il n'y a aucune solution dans un monde capitaliste alors qu'il y a quelques années, même si j'étais politisé, je pense que je croyais encore, peut-être inconsciemment, à une solution dans un monde capitaliste » (Thomas, 25-30, France, militant écologiste associatif).



Fig. 4, « Aux pieds des montagnes », 17/06/2023, camping, La Chapelle, « cliché Sedda).

Si un projet de société peine à émerger, l'idée de relier les luttes dans une alternative politique plus globale fait son chemin : « le méthaniseur, les méga-bassines, les inégalités de genre, l'eau [...] il y a un lien entre toutes ces luttes. Il faut réhabiter les zones rurales et paysannes, [...] cultiver des terres en plein champ [...] ouvrir des maraîchers (BNM Poitou, assemblée à Melle).

Cette transversalité est aussi au cœur des aspirations des militants NoTAV en Italie :

[...] Le mouvement NoTAV, comme les Soulèvements de la terre, sont des mouvements qui agrègent tout en ayant un ancrage territorial. [...] Nous disons toujours que la lutte est une et intersectionnelle et je crois que, d'une certaine façon, le mouvement NoTAV arrive à avoir cette dimension transversale. [...] La répression frappe là où ça fait plus mal, elle se déploie précisément pour diviser ». (Gaia, 20 ans, étudiante, militante italienne NoTAV).



Fig. 5, « La courte marche des militants NoTAV » RD 1006, à 20 km du chantier du Telt (Tunnel Euralpin Lyon Turin), 17/06/2023, « cliché, Sedda ».

Le mouvement vise alors à restreindre les droits de la raison économique et du marché en les « subordonnant à des buts écologiques et sociaux, sans pour autant renoncer aux libertés et aux droits des personnes à l'autodétermination et à l'épanouissement » (Gorz, 2015, p. 43-44). Au-delà de la question écologique, le capitalisme est considéré comme un frein à l'épanouissement de l'individu :

« Un monde juste c'est un monde où chaque existence a la possibilité de se concrétiser comme une existence qui a une valeur au-delà des résultats économiques, qui sont les prérogatives de la société actuelle. [...] » (Carlo, 20 ans, étudiant, militant italien NoTAV).

Bien qu'éphémères, les alternatives sont expérimentées dans les espaces occupés et réappropriés à travers le répertoire de la désobéissance civile :

« Dans les « presidi », dans celles que chez nous sont appelées « les nouvelles Républiques »⁷ et qu'ici s'appellent Zad [zones à défendre], on crée des liens affectifs, des pratiques qui de fait sont une alternative aux relations capitalistes de pouvoir et de profit. [...] C'est un processus très

⁷ Les Républiques libérées par les partisans italiens pendant la deuxième Guerre mondiale.

long qui passe par les moments de rupture. » (Luca Abbà, 48 ans, agriculteur, militant italien NoTAV).

L'enquête nous a permis d'identifier deux pôles sémantiques opposés dont nous proposons une visualisation dans le tableau 1. Le premier couple d'oppositions renvoie à l'échelle macro-économique et macro-sociale des critiques et des alternatives (accaparement/bien commun, destruction/conservation, accélération/résonance, autoritarisme/démocratie, besoins artificiels/besoins authentiques...). Le deuxième se situe au niveau de la forme organisationnelle : contrôle de l'information/partage, hiérarchie/coopération, individualisation/posture collective et soignante, spécialisation/transversalité-intersectionnalité...). Dans le tableau 1., nous avons signalé en rouge les propositions d'alternatives qui nous semblent se situer dans la continuité de la perspective marxiste portée par le mouvement ouvrier historique; en vert, nous avons indiqué des pôles, renvoyant aux alternatives organisationnelles et à la figure du « réseau », qui ne font pas l'objet d'une opposition claire.

Tableau 1. Analyse de discours : les mots de la critique et de l'alternative

Capitalisme	Alternative	Organisation capitaliste	Alternative organisationnelle
accaparement monopolisation accumulation gaspillage logique du profit	gestion collective des biens communs	contrôle sur l'information et la communication	réseaux de communication partage des contenus médias indépendants sensibilisation
déni de démocratie autoritarisme répression	<i>res publica</i> pouvoir au peuple	acteurs interconnectés dans le capitalisme en réseau hiérarchie	réseaux d'acteurs militants interconnectés horizontalité liens affectifs
destruction, artificialisation, stérilisation bétonisation assèchement agro-industrie monoculture	durabilité conservation défense du vivant réhabiter les zones rurales maraîchers racine paysannes proximité	travail par projet individualisation efficacité	travail par projet posture collective et soignante logique affinitaire espace auto-géré
abus domination militarisation guerre	accueillir l'autre protection du vivant paix et solidarité (mouvement ouvrier)	spécialisation division fragmentation	association solidarité, transversalité, intersectionnalité (mouvement ouvrier)
productivisme besoins artificiels	répondre aux besoins authentiques d'alimentation (mouvement ouvrier)	concurrence performance	complémentarité coopération (mouvement ouvrier)
accélération	partage résonance avec l'espace rural	exploitation de l'humain	réduction du temps de travail (mouvement ouvrier)

Le réseau désigne en effet tout à la fois une architecture technique sur laquelle les militants s'appuient pour communiquer ainsi qu'une nouvelle forme organisationnelle, la « cité par projet », dont la spécificité est précisément celle d'effacer les différences entre un projet capitaliste et d'autres formes d'engagement personnel ou politique (Boltanski et Chiapello, 1999).

Fonction de communication et organisation du mouvement social

L'analyse des échanges en assemblée, articulée à l'observation participante dans les groupes de messagerie instantanée, révèle une mise en tension entre les productions discursives des alternatives et le modèle organisationnel du mouvement social.

Lors de l'assemblée du 26 mars à Melle, certains militants réclament une « réorganisation stratégique de l'action afin de construire des petits groupes qui jouent un rôle du début à la fin et savent quoi faire ». Nous retrouvons ici une revendication autour de la nécessité de confier, à des groupes spécifiques, un « projet », c'est à dire d'activer temporairement un bout du réseau des militants autour d'une mission éphémère ou pouvant être répétée dans le temps. D'autres s'interrogent sur « la pertinence de prendre des risques dans une attaque frontale lorsque nous pouvons déployer des actions plus symboliques ». Cela met en évidence le besoin d'un dialogue plus horizontal et plus ouvert sur la question des tactiques. D'autres encore déplorent les problèmes de coordination des différents cortèges dans les actions de masse et les dangers que comportent « les informations contradictoires et sans suivi envoyées sur le canal Telegram ». Une autre militante relève des problèmes de communication dans la coordination de la manifestation et le fossé entre une minorité qui se retrouve en première ligne (fig. 2) et une majorité qui est spectatrice inerte face au déferlement de l'attaque de l'appareil policier.

La prise de décision et la coordination des actions des SDT répondent à une logique du secret qui est nécessaire pour se protéger dans un contexte de forte répression étatique⁸. Les usages des outils numériques peuvent en effet répondre à des logiques contradictoires : la centralisation et le contrôle sur l'information, d'un côté, et les formes d'autonomie et d'auto-organisation sur les tâches opérationnelles, de l'autre. En rupture avec le

⁸ Les deux manifestations ont été interdites. La dissolution des SDT a été prononcée par le gouvernement le jour qui a suivi la manifestation NoTAV en Maurienne. Celle-ci a été successivement annulée par le Conseil d'État.

principe d'obéissance (Heller, 2017), l'engagement des militants est d'autant plus fort s'il est lié à des actions choisies et maîtrisées. Au-delà de l'aspect sécuritaire, le contrôle sur l'information peut aussi être associé à une logique de gestion du pouvoir intra-organisationnelle. Dans « la cité par projets », l'accès à l'information est souvent inégal car il dépend du nombre de connexions d'un nœud spécifique à l'intérieur du réseau. Son extension au champ des mouvements sociaux peut constituer un frein à l'autonomie de la base militante et un obstacle à l'appropriation des enjeux stratégiques.

Sans que cela soit l'objet d'un malaise diffus, cette tension trouve un espace d'expression dans les assemblées : « il y a beaucoup de questionnements sur le pourquoi hier soir il y a eu un consensus sur l'action d'aujourd'hui et que c'était pas celle pour laquelle nous étions venus, il y a donc des doutes et des interrogations qui restent sans réponse [...] » (intervention d'un manifestant le 17 juin 2023 au camp à La Chapelle).

Mais la centralisation et la flexibilité du réseau peuvent aussi constituer un avantage : les associations locales remplissent des tâches telles que la prise en charge des recours juridiques, l'exercice d'une pression sur les élus et la gestion des autorisations en préfecture tandis que la coordination de l'événement global est prise en charge par les SDT.

« Je pense que les Soulèvements de la terre ont une force de frappe en termes de communication, après ça me donne aussi un peu d'inquiétudes de phagocyter les luttes locales même si, pour l'instant, ils sont dans une optique de les rendre visibles » (Marine, 25-35, France, militante écologiste associative, Maurienne).

L'étude a révélé également la présence d'une dynamique de professionnalisation qui est encouragée par le rôle hégémonique des Soulèvements de la terre dans la mise en réseau des acteurs et l'élaboration d'une campagne de communication multiplateforme. La centralisation dans la production des contenus favorise un travail d'harmonisation du cadre contestataire, d'où découle la ligne éditoriale et l'identité visuelle, ainsi qu'une complémentarité des différents canaux de communication. Ces éléments constituent autant de marqueurs de professionnalisme dans le secteur de la communication digitale.

Si les réseaux sociaux permettent de sensibiliser l'opinion et mobiliser les communautés de liens faibles rattachées à la cause, les plateformes de messagerie instantanée recouvrent une fonction à la fois informationnelle et organisationnelle et s'adressent aux personnes engagées et susceptibles de

se joindre à l'action collective. Rassemblant plusieurs milliers d'utilisateurs, les canaux Telegram des SDT⁹ assurent un accès facilité et instantané aux informations sur la logistique et l'organisation du camp. Dans chaque domaine, des supports numériques professionnels sont réalisés et diffusés sur l'ensemble des canaux (fiches légales sur les droits et les moyens d'auto-défense juridique, cartes du territoire, co-voiturage, formations anti-sexistes, programme, informations pratiques...).

⁹ InfoNoTAV-17-18 juin, InfoTrafic 17-18 juin Maurienne et InfoLine 25 mars pour la mobilisation de Sainte-Soline.

BASE ARRIÈRE

Depuis MAUZÉ-SUR-LE-MIGNON en passant par PRIN-DEYRANÇON, le Printemps Maraichin à LA ROCHÉNARD, et à SAINTE-SOLINE, les forces mobilisées contre les mégabassines sont gran-dissantes. Elles se sont **ORGANISÉES, RENCONTRÉES**, au cours de camps de lutte et de vie qui les ont accueillies. En face, la réponse politique et les forces policières se durcissent.

Pour y répondre et mieux vivre ensemble dans nos luttes, nous expérimentons de nous organiser collectivement autour d'une **BASE ARRIÈRE CENTRÉE SUR LE SOIN**.

La **BASE ARRIÈRE** est en lien et travaille en collaboration avec l'**ORGANISATION GÉNÉRALE**. Elle cherche à réfléchir à la vie interne du camp, afin que celle-ci se passe au mieux dans un souci d'inclusion. Nous espérons, à travers cette tentative, **PRENDRE SOIN** : de nous, de nos pratiques, de nos collectifs, et de nos relations.

Nous ne voulons pas assigner le soin à des entités spécialisées mais **CONSTRUIRE UNE POSTURE COLLECTIVE SOIGNANTE DANS NOS LUTTES**. La façon dont chacun.e vit les situations de répression est propre à soi. Cela peut conduire à individualiser nos vécus et nous isoler. Dès lors, la **TRANSVERSALITÉ DU SOIN** dans nos espaces nous permet de réinscrire nos vécus individuels dans un contexte politique et collectif.

Concrètement, la Base Arrière est un **ESPACE MATÉRIEL** déployé sur place, incarné par différents lieux et collectifs :

LEGAL TEAM 07 58 03 53 95	MÉDIC	INTERNATIONALE BOULANGÈRE MOBILE (IBM)
SOUTIEN PSYCHO-ÉMOTIONNEL	RFS DISPOSITIF ANTI VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES 07 58 15 62 15	GARDERIE
PÔLE HANDI-DÉVALIDISTE 07 44 11 06 12	INTERCANTINE	

La Base arrière est aussi une **CONTINUITÉ AUTOUR DE L'ÉVÈNEMENT**, en amont, pendant et après le camp et la manifestation, à travers de **RECOMMANDATIONS, INFOS-KIOSQUE** et d'un **SUIVI DES PERSONNES** impactées par l'évènement.

Nous portons une attention particulière aux impacts de la **RÉPRESSION** sur nos moments collectifs comme dans nos vies quotidiennes. S'y **PRÉPARER** et la prévenir au maximum nous aide à lutter ensemble dans les meilleures conditions possibles, ici contre les méga-bassines.

Ainsi, la Base Arrière accorde dans le soin une importance à la **PRÉVENTION** et à la **PRÉPARATION** en amont. Les différentes composantes de celle-ci vous proposent, dans cette brochure, des **INFORMATIONS ET DES CONSEILS** afin de vous préparer au mieux pour le week end du 25 et 26 mars 2023.

Fig. 6 « La base arrière comme espace d'expérimentation du projet organisationnel ». Support diffusé sur le canal Telegram Info 25 mars des SDT.

Les groupes sur Signal sont éphémères et sont réservées aux militants *stricto sensu* ainsi qu'aux bénévoles impliqués dans les groupes de travail. Plus sécurisés, ils permettent la coordination de l'ensemble des équipes autour des différents projets (montage du camp, traduction, organisation des cantines et des garderies, mise en place des pôles juridique, soin, devalidiste, anti-sexiste...). Cela débouche sur un modèle de communication et d'organisation en réseau où s'opère une tension entre centralisme de la prise de décision et autonomie dans la gestion des projets :

« Personne ne peut dire avoir une maîtrise totale des coordonnées géographiques [émoticon] Le brief sera sur le camp, qui sera publié genre le jour d'avant ou le jour même. Toujours en Maurienne. On se donnera un rdv au bar je pense (Y aura un bar de monté et d'actif). » (Modératrice du groupe Signal des SDT).

La question de l'accès à l'information et de la capacité, pour le plus grand nombre, à communiquer et à décider restent des éléments cruciaux dans le projet d'une société écologique et pleinement démocratique. On retrouve donc ici la contradiction énoncée par Éric Dacheux « entre la fin (prendre soin du monde) et les moyens (recours à des techniques de communication pensées pour tirer profit du monde) » (Dacheux, 2022, p. 107). La présence de différentes cultures militantes et de différents statuts dans le réseau, central ou périphérique, ainsi que le caractère secret de l'information ont été à l'origine d'un sentiment de dépossession notamment de la part de certains acteurs associatifs locaux :

« J'ai aussi eu [prénom nom] le leader de la lutte de ce côté-ci des Alpes [association en Maurienne]. Il m'a dit que les locaux n'avaient plus la main sur l'organisation de la manif » [...] « Il m'a dit qu'il m'enverrait le téléphone d'une cde [camarade] des Soulèvements de la terre ». (militant politique local intervenant sur un groupe Signal consacré à l'organisation de la mobilisation NoTAV).

Dans la structure en réseau, l'information n'est disponible qu'à l'occasion des connexions en générant de nouvelles formes d'exclusion : le « petit » est rigide et enraciné dans l'espace local tandis que le « grand » dispose du capital d'information lui permettant d'être flexible et de développer de nouvelles connexions (Boltanski et Chiapello, 1999). La communication numérique constitue donc à la fois un facteur de conservation - elle est centralisée et sa gestion est réservée aux experts - et d'innovation - l'accès à la prise de parole dans l'espace public numérique permet au mouvement d'inscrire la question de l'alternative écologique au capitalisme dans le débat des idées.

Si le fonctionnement démocratique peut être défaillant, les SDT investissent beaucoup d'énergie dans l'organisation de la vie dans le camp permettant la construction collective d'un bien commun supérieur. Détaché des règles qui régissent la société capitaliste, celui-ci constitue une micro-société conviviale, un lieu d'expérimentation organisationnelle qui préfigure une autre forme, non capitaliste, de prise en charge de la vie.

Conclusion

La recherche d'alternatives peut se produire à plusieurs niveaux : idéologique, organisationnel et lié à la pratique. Au sein des Soulèvements de la terre, le niveau idéologique - celui d'un discours qui prône une rupture avec le productivisme et l'accélération capitalistes - peut rentrer en tension avec le projet organisationnel. La critique discursive de l'ordre social et économique n'implique donc pas automatiquement la production d'une organisation alternative capable de bousculer les hiérarchies et initier de nouveaux modes de coopération.

Le déploiement des NTIC constitue une dimension essentielle pour mobiliser les militants et les bénévoles et coordonner leur action. Il s'agit donc à la fois de communiquer autour d'un projet de société alternatif et de construire une forme d'action collective à même de le porter et de le faire advenir. La forme organisationnelle et communicationnelle se retrouvent donc étroitement imbriquées, la fonction de communication impliquant à la fois une « dimension organisée et organisante » (D'Almeida et Carayol, 2014, p. 4).

Le choix du répertoire organisationnel est fortement conditionné par les formes historiques disponibles et le contexte politique, de facilitation ou de répression, dans lequel le mouvement agit. Les impératifs de mise en visibilité et de construction d'une légitimité dans l'espace public encouragent une plus grande proximité entre les activités militantes et les campagnes de communication professionnelles (Jouët et al., 2017). Les SDT épousent en outre une modalité de « travail en réseau » (Boltanski et Chiapello, 1999) où les différents nœuds (plus ou moins connectés et plus au moins actifs dans la production et la réception du contenu) sont organisés d'une façon hiérarchique tout en jouant chacun un rôle spécifique dans la stratégie de communication et de mobilisation globale. Les externalités positives du réseau, reposant sur la flexibilité du dispositif de gestion des projets qu'il incorpore, peuvent nourrir des conceptions centralisées de l'organisation qui ne sont pas incompatibles avec des formes d'auto-gestion à la base. En ce sens, le statut très positif endossé par la forme technique, idéologique et organisationnelle du « réseau » pourrait constituer un obstacle à la formulation d'une alternative au capitalisme.

Cela n'implique pas toutefois un effacement de la dimension émancipatrice et transformatrice des mouvements issus de l'écologie politique. Afin de manifester une dissidence vis-à-vis du système d'accaparement, de destruction et d'exploitation, propre au mode de production capitaliste, ceux-ci fabriquent une alternative axée autour d'une gestion démocratique et localisée des biens communs naturels, de la coopération et d'une logique transversale du soin. Au-delà de la dimension discursive, l'alternative s'inscrit également dans la matérialité de l'expérience de la vie collective dans l'espace auto-géré. Ici il s'opère un mouvement qui, de la remise en cause du paradigme capitaliste, tend vers la construction d'un monde meilleur (Dorion, 2017).

Bibliographie

Ashcraft K.L. (2000), « Empowering 'professional' relationships: Organizational communication meets feminist practice », *Management Communication Quarterly*, 13(3), p. 347-392.

Blumer H. (1951), [1re éd. 1939], « Collective Behavior », dans *Principles of Sociology*, de Mac Lung Lee, Barnes and Noble (dir), p. 166-222.

Boltanski L. et Chiapello E. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard.

Bouillon J-L, Bourdin S. et Loneux C. (2007), « De la communication organisationnelle aux « approches communicationnelles » des organisations : glissement paradigmatique et migrations conceptuelles », *Communication et organisation* [En ligne], 31 | 2007.

Clark B. et Foster J-B. (2018), « Marx and alienated speciesism », *Monthly Review*, 70(7), *Monthly Review*, p. 1-20.

Clemens E. (1993), « Organizational Repertoires and Institutional Change : Women's Groups and the Transformation of U.S. Politics, 1890-1920 », *American Journal of Sociology*, 98 (4), p. 750-788.

Dacheux, E. (2022), « Communiquer n'est pas persuader : pistes pour repenser la communication des ONG », *Hermès, La Revue*, 89, 107-112.

D'Almeida N. et Carayol V. (2014), « La communication organisationnelle, une question de communauté », *Revue française des sciences de l'information et de la communication En ligne*, 4 | 2014.

Dardot P. et Laval C. (2014), *Commun, Essai sur la Révolution au XXI Siècle*, La Découverte.

Dorion, L., (2017), « Construire une organisation alternative », *Revue Française de Gestion*, 43(264), p. 143-160.

Foster J-B. (2001), *Marx's Ecology. Materialism and Nature*, New York, Monthly Review Press.

Gamson W. A. (1975), *The strategy of social protest*, Belmont, Wadworth Pub.

Gorz A. (2015), *Le fil rouge de l'écologie*, Éditions EHSS, édition établie par Willy Gianinazzi.

Gorz A. et Bosquet M. (1978), *Écologie et politique*, Seuil.

Heller T. (2017), « Prescrire et engager. Théorie de l'engagement, rationalité managériale et enjeux de la communication », *Études de communication* [En ligne], 49 | 2017.

Jouët J., Niemyer K. et Pavard B. (2017) « Faire des vagues : Les mobilisations féministes en ligne », *Réseaux*, 201(1), p. 21-57.

Löwy M. (2022), *Marx Inconnu*, Éditions Le Retrait.

Löwy M. et Sayre R., (1992), *Révolte et mélancolie. Le romantisme à contre-courant de la modernité*, Payot, Paris.

McCarthy J. D. et ZALD M. N. (1977), « Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82 (6), p. 1212-1241.

Pierru, E. (2020). *Organisations et ressources*. Dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux: 2e édition mise à jour et augmentée* (pp. 435-442). Presses de Sciences Po.

Piven F. F et Cloward R., (1978), *Poor People's movements : Why the succeed, How they fail*, New York, Vintage.

Rosa H., (2013), *Accélération. Une critique sociale du temps*, La Découverte.

Sutherland N., Land C. et Bohm S. (2014)., « Anti-leaders(hip) in social movement organizations: The case of autonomous grassroots groups », *Organization*, vol. 21, no 6, p. 759-781.

Tilly C. (1976), *From Mobilization to Revolution*, Reading, MA, Addison-Wesley.

Vercellone C., (2007), « La nouvelle articulation salaire, profit, rente dans le capitalisme cognitif », *European Journal of Economic and Social Systems*, Lavoisier, 20 (1), p. 45-64.

Biographie de l'auteur

Paola Sedda est MCF en SIC à l'Université de Lille et membre du laboratoire GERiiCO. En s'appuyant sur une approche critique, ses travaux portent sur les mobilisations numériques et les phénomènes de reconfiguration des formes de l'engagement politique. Plus récemment, elle s'est intéressée aux usages des dispositifs numériques aux sein des associations de patients et à la professionnalisation des profils d'influenceuses santé.